

20250131 Mediapart

<https://www.mediapart.fr/journal/france/310125/collegienne-exfiltree-par-les-gendarmes-en-moselle-l-histoire-d-un-fiasco-et-d-un-sursaut>

Collégienne exfiltrée par les gendarmes en Moselle : l'histoire d'un fiasco, et d'un sursaut

Retour à Maizières-lès-Metz, où des gendarmes sont venus chercher une collégienne pendant la récréation pour l'expulser avec sa famille vers la Belgique. Dans un contexte politique délétère, la réaction immédiate des enseignants, des parents d'élèves et de quelques élus a inversé le cours du débat.

[Mathilde Goanec](#)

MetzMetz (Moselle).— Nado, 14 ans, a disparu brutalement de la circulation mercredi 22 janvier, après que des gendarmes sont venus la chercher dans son collège, à Maizières-lès-Metz. La jeune fille, en récréation de milieu de matinée, a été conduite à la vie scolaire puis informée que sa mère et son petit frère l'attendaient dans le fourgon des forces de l'ordre, devant l'établissement.

La jeune fille a vidé son casier, rendu ses livres, dit au revoir précipitamment à deux amies rencontrées dans l'hôtel social de la commune d'Ennery où elle résidait jusque-là. Puis elle est partie. Direction la Belgique. Sa famille, venue du Burkina Faso, y avait déposé une première demande d'asile, avant son arrivée en France. La France l'expulse aujourd'hui, au nom du règlement de Dublin.



Rassemblement devant la préfecture de Moselle le 30 janvier 2025, à Metz. © Mathilde Goanec

Jeudi 30 janvier, l'une des professeures de Nado vient tout juste d'avoir des nouvelles, après une semaine de silence. Des élèves lui ont montré les messages que leur ancienne camarade venait de leur envoyer, via les réseaux sociaux : « *Elle disait qu'elle allait bien, que nous lui manquions... C'est tout.* » Arrivée en décembre seulement au lycée Paul-Verlaine, l'élève avait déjà marqué l'équipe enseignante par son sérieux et son envie de réussir. « *Une super*

gamine, active en classe, l'élève modèle, quoi », commente cette enseignante, encore sous le choc.

« Erreur collective »

Le choc est partagé par la cinquantaine de personnes présentes, à la tombée de la nuit, devant la préfecture de Moselle. Des enseignant·es du collège et des alentours, des parents d'élèves, plusieurs syndicats, associations et personnalités politiques locales, en grande majorité classées à gauche, s'indignent. Depuis l'affaire Leonarda, arrêtée puis renvoyée au Kosovo à l'occasion d'une sortie scolaire en 2013, aucun enfant dont la famille était sous le coup d'une mesure d'éloignement n'avait été ainsi exfiltré par les forces de l'ordre d'une école française.

Une petite délégation syndicale et associative sort de l'imposant bâtiment en bordure de Moselle, et raconte l'échange qui vient d'avoir lieu avec la sous-préfète. La famille (Nado, sa mère et son frère de 10 ans) a effectivement été « *prise en charge* » côté belge dans un foyer pour demandeurs et demandeuses d'asile. Mais l'autorité préfectorale admet une série d'*« erreurs* », au moins sur la méthode.

Le matin même, le directeur national de la gendarmerie utilisait les mêmes mots, « *une erreur collective* », sur BFMTV, pour qualifier l'interpellation de l'élève dans son collège, et rappelait à ses troupes le respect de la circulaire Valls de 2013, qui exclut la possibilité d'aller chercher un enfant dans un établissement scolaire, même si sa famille est en situation irrégulière.



Laurence Burger, cosecrétaire départementale de Sud Éducation Lorraine-Nord, devant la préfecture à Metz le 30 janvier 2025. © Mathilde Goanec

La veille, c'est la ministre de l'éducation en personne, Élisabeth Borne, qui rappelait la règle à tous les recteurs et rectrices de France : les interventions liées aux procédures d'éloignement sont « *strictement interdites dans le cadre scolaire* ».

Il s'agit en réalité d'une série d'erreurs, car le principal du collège a laissé sortir l'élève, encadrée par deux gendarmes. Il aurait, selon le Snes-FSU, tenté de joindre le rectorat pour connaître la marche à suivre, avant de laisser partir l'enfant. Si certain·es enseignant·es ou parents d'élèves insistent pour ne pas « *l'accabler* », d'autres pointent quand même une forme d'*« obéissance un peu servile* ». L'homme n'a pas souhaité répondre aux questions de Mediapart.

C'est notre réaction à tous, immédiate, unitaire, dès le début de cette affaire scandaleuse, qui a permis que tout ça ne se passe pas sans bruit.

Anne Féray, du Mrap Moselle-Ouest

« *Ce qui nous interpelle, c'est qu'il ne communique pas sur ce traitement inhumain* », explique une autre enseignante, également présente le jour de l'exfiltration de Nado : « *Une collègue a écrit à tout le monde pour avoir des explications dès le lendemain, et il a simplement répondu que c'était "légal", rien de plus.* »

Et derrière l'unanimisme de la condamnation, ces derniers jours, certains *mea culpa* restent fort timides. « *La famille, qui venait remplir son obligation de pointage, a été informée par les gendarmes de son prochain départ*, nous explique la préfecture du Bas-Rhin, chargée avec celle de la Moselle de l'exécution des OQTF (obligation de quitter le territoire français). *La mère a alors indiqué que sa fille était au collège. C'est avec son accord que les gendarmes sont allés au collège, la mère étant d'ailleurs dans le véhicule qui s'y est rendu. C'est avec l'accord du chef d'établissement que les gendarmes, après avoir attendu la fin des cours, sont allés chercher l'adolescente.* »

La préfecture précise quand même avoir rappelé depuis aux gendarmes et à la police « *les termes de la circulaire du ministre de l'intérieur du 19 octobre 2013* ».

Le maire de Maizières-lès-Metz, Julien Freyburger (LR), a quant à lui expliqué avoir été « *informé après la publication de l'affaire* ». Il dit « *comprendre et partager l'émotion exprimée par les représentants de la communauté éducative* ». Tout en rappelant que les forces de l'ordre exercent leur mission « *dans des conditions difficiles* ».

« *C'est notre réaction à tous, immédiate, unitaire, dès le début de cette affaire scandaleuse, qui a permis que tout ça ne se passe pas sans bruit, sans scandale, on a forcé tout le monde à réagir* », assure Anne Féray, responsable locale du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) Moselle-Ouest. Elle raconte ces liens retissés dans la société locale mobilisée au printemps dernier, à la faveur de la campagne législative express contre l'extrême droite.

Le maire et ancien sénateur communiste de Talange, commune voisine de Maizières-lès-Metz, ne dit pas autre chose. « *Quand le Snes-FSU me fait un message, je me dis que ce n'est pas possible, on ne peut pas récupérer une gamine comme ça*, explique Patrick Abate. *Immédiatement je réagis, mon collègue sénateur socialiste aussi, et on écrit tout de suite au préfet et au recteur. C'est extraordinaire ce qui s'est passé, mais il a bien fallu que des syndicalistes, des parents d'élèves et quelques-uns d'entre nous se mettent en branle ! Même les élus un peu plus timides au début, on les retrouve maintenant. La ministre Borne, ce n'est pas ma copine mais elle prend aussi ses responsabilités...* »

Contexte pesant

Le contexte national plane lourdement sur tout l'épisode. Si Élisabeth Borne a réagi vivement, son collègue de la Place Beauvau est resté totalement silencieux. Depuis des mois, le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, agite violemment l'opinion sur les questions migratoires, n'hésitant pas à assimiler les personnes sous OQTF à des délinquants.

Le 23 janvier, il a même demandé officiellement par circulaire un durcissement de l'examen des demandes de régularisation des exilé·es sans papiers. Le même jour, le premier ministre,

François Bayrou, parlait de « *submersion migratoire* » sur LCI, sous les applaudissements de l'extrême droite.

« *Ce qui s'est passé dans ce collège à Maizières, ce n'est pas un petit événement* », considère le député Belkhir Belhaddad (Renaissance), qui juge également que, depuis le vote de la loi immigration en 2023, « *l'équilibre sur les questions migratoires* » est rompu au sein de la Macronie. « *Ça aurait pu m'arriver à moi, ce qui est arrivé à cette gamine*, dit-il. *Moi aussi je suis un enfant de l'immigration et de l'école républicaine française.* » Belkhir Belhaddad a réclamé au préfet de Moselle le déclenchement d'une enquête administrative.



Un manifestant devant la préfecture de Metz pour protester contre l'expulsion de la collégienne. © Mathilde Goanec

« *On ne peut pas dire aujourd'hui que c'est déjà la traduction d'une politique* », veut croire Patrick Abate. L'édile PCF dit bien connaître les gendarmes qui sont intervenus au collège Paul-Verlaine, « *des gars sérieux* ». « *C'est une erreur. Mais comment est-elle arrivée ?* », interroge-t-il tout en ayant la réponse : « *Dans une ambiance de plus en plus délétère quand on parle de réfugiés. Et quand on réagit en républicain pour dénoncer l'incident, on sait aussi que ce sont des sujets qui froissent une partie de nos électorats, on ne va pas se mentir...* »

À lire aussi

[Dossier OOTF, une passion française 36 articles](#)

Danielle Urschel, présidente de la FCPE de Maizières-lès-Metz, l'avoue : « *Ce n'est pas facile de répondre aux enfants, qui ne comprennent pas pourquoi une camarade de classe est expulsée de France, du jour au lendemain.* » Près d'elle, Karima Bouallag, mère d'une collégienne de Paul-Verlaine, se dit tout aussi « *révoltée* » devant un traitement « *inhumain* » : « *L'égalité, la fraternité, elles sont où ?* »

Mais sur les réseaux sociaux, tous les parents de la commune ne l'entendent pas de cette oreille et le font savoir, à coups de commentaires réjouis sur l'expulsion. « *Cette histoire, c'est un rappel de la loi, et c'est déjà ça*, espère néanmoins Danielle Urschel. *Ça ne fera pas revenir la famille mais cela permet de comprendre, au moins, que derrière les réfugiés il y a des enfants.* »

[Mathilde Goanec](#)